

## BIBLIOGRAPHIE

### LES LIVRES

#### Histoire religieuse

LANG Jean-Michel, *Ossuaires de Lorraine, un aspect oublié du culte des morts*, préface de Marie-France Jacops, Metz, éd. Serpenoise, 1998, 125 p.

Les études consacrées à la mort se sont heureusement développées durant les dernières décennies, ce qui peut paraître paradoxal dans une civilisation qui fait tout pour occulter et escamoter cet acte important de la vie. Les philosophes ont médité après Vladimir Jankélévitch qui y consacra dix ans de sa vie, après Louis-Vincent Thomas et ses travaux anthropologiques, avec Elisabeth Kübler-Ross et Marie de Hennezel, psychologues et praticiennes des soins palliatifs, en passant par l'essai pittoresque de Gabriel Ringlet sur les annonces nécrologiques de la presse, illustré par Piem.

L'ouvrage de Jean-Michel Lang sur *Les Ossuaires de Lorraine* est appelé à faire autorité sur des pratiques funéraires disparues qu'il actualise par un travail d'archives considérable et par des enquêtes minutieuses sur le terrain. « Placés dans les cimetières, les ossuaires sont des lieux couverts où l'on dépose les os des morts » (p. 13). Cette pratique qui remonte, semble-t-il, au Moyen Âge, disparaît progressivement à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il ne subsiste aujourd'hui en Lorraine qu'une soixantaine d'ossuaires, mais les études antérieures procurent des renseignements sur cent-soixante-dix-huit monuments. (La carte de la page 16 les situe éloquemment sur le terrain.)

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux constructions : cryptes, ossuaires sous chapelle, appentis, ossuaires isolés ou dispositifs de fortune ; la place des ossuaires dans le cimetière, leur orientation, la variété des types de façades permettent de mesurer les solutions architecturales de ces édifices, souvent modestes.

L'étude se poursuit par un panorama des 800 ans de l'histoire des ossuaires, l'association de l'église et du cimetière, rompue lors des querelles entre catholiques et réformés, le rôle de la frontière linguistique qui correspond à une pérennité des ossuaires dans la partie germanophone alors qu'ils ont déjà disparu dans la partie francophone de la Lorraine. Les inscriptions funéraires rappellent l'égalité devant la mort et son caractère inéluctable ; elles sont en accord avec les symboles traditionnels, les « vanités » et les « memento mori ». Les uns et les autres visent à entretenir la douleur des séparations, à inspirer la prière et le repentir. Le soin avec lequel sont empilés ou rangés les crânes et les ossements témoigne du respect pour les restes de ces corps qui furent les temples du Saint Esprit ; les boîtes à crânes (Marville) ou les « encastrés » (Varangéville) manifestent la même déférence. Enfin à la dévotion et au culte des morts sont liées certaines représentations iconographiques ou sculpturales de la Passion (Christ aux outrages, Christ en prison, Pietà) ou des âmes du purgatoire. Les offices et les prières pour les morts à certaines fêtes liturgiques, les confréries, les processions intègrent volontiers les ossuaires dans leurs démonstrations car ceux-ci rappellent le lien entre les vivants et les morts et manifestent la vision chrétienne de la communion des saints qui lie l'Eglise militante des vivants, l'Eglise souffrante des âmes du purgatoire et l'Eglise triomphante des bienheureux en paradis.

Les ossuaires et enclos paroissiaux bretons et les ossuaires bavaois permettent de souligner la typologie convergente, mais aussi les profondes différences et l'originalité des pratiques dans l'espace européen.

L'illustration, particulièrement riche et bien choisie, l'état des sources, une bibliographie copieuse, un index de plus de quatre cent références, enfin la liste des ossuaires qui subsistent, font de ce travail, à la fois un modèle de recherche scientifique et une invitation à poursuivre la quête infatigable de l'auteur et sa réflexion. (Jacques Hennequin)

### **Pays voisins**

MUSKALLA (Dieter), *NS-Politik an der Saar unter Josef Bürckel, Gleichaltung-Neuordnung-Verwaltung*, Sarrebruck, 1995, 712 p. (Veröffentlichungen der Kommission für Saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, n° 25)

Ce livre est d'abord un travail consciencieux qui vaut par la masse impressionnante de ses informations, de ses références et de ses notes. Il repose sur un dépouillement très approfondi des documents administratifs et des archives.

La première partie est consacrée à la situation du Territoire de la Sarre au début des années 30, à la préparation et à l'analyse des résultats du plébiscite de 13 janvier 1935, aux modalités du retour de la Sarre à la patrie allemande (*Zurück zur Vaterland*). On apprend beaucoup sur la formation du *Deutsche Front* et sur sa manipulation par les nazis. Durant toute la période du statut, le parti du Centre pour lequel votait la majorité des catholiques, avait suivi une stricte ligne nationale (*die gerade nationale Linie*) et avec le maintien de la juridiction des évêques de Trèves et de Spire subsistait un lien permanent entre le peuple catholique et l'Église du Reich. Les Français qui auraient bien voulu le trancher, n'en eurent jamais les moyens. C'est pourquoi dans le processus qui conduisit au plébiscite de janvier 1935, les prises de position des autorités religieuses et en particulier celles des évêques de Trèves et de Spire, revêtaient une importance décisive, ils appelèrent les fidèles à faire « leur devoir patriotique », ce qui en clair, était se prononcer pour le retour à l'Allemagne. Seule une petite minorité de catholiques parmi lesquels il faut relever le nom de Johannes Hoffmann (le futur président du gouvernement du Territoire de 1947 à 1955), se prononcèrent pour le maintien du statu-quo. Ils ne furent pas suivis et durent s'exiler tandis que d'autres (comme le syndicaliste Peter Kiefer) se rallièrent et donnent des cadres au nouveau régime. A gauche le combat était d'autant plus difficile que SPD et KPD avaient combattu le traité de Versailles et le statut spécial de la Sarre. Depuis la destruction de ces deux partis par Hitler, le combat antifasciste passait par le maintien du statut car personne n'ignorait que le retour de la Sarre à l'Allemagne entraînerait leur interdiction immédiate. En dépit de cette certitude la grande majorité des électeurs de gauche se prononcèrent pour le « oui ». Grâce à d'habiles corrélations avec les scrutins précédents, Dieter Muskalla prouve qu'une partie des électeurs de gauche -communistes et socialistes- n'ont pas suivi les consignes des partis. La conviction d'un retour nécessaire à la patrie allemande (*Rückkehr zur Heimat*) était plus forte que la conscience de classe, l'appartenance ou le vote habituel pour un parti de gauche. Les résultats - à part peut-être quelques manipulations minimes- sont incontestables et la procédure s'est déroulée

légalement en dépit de l'énorme pression psychologique qui a été exercée à partir du Reich sur les Sarrois.

La mise en place des structures administratives nationales-socialistes fait l'objet de plusieurs chapitres car en raison des particularités juridiques du Territoire, elle a été plus complexe qu'il n'en paraît au premier abord. Le maître d'œuvre est Josef Bürckel, nommé Reichskommissar pour la Sarre et qui unit cette nouvelle tâche avec ses fonctions dans le parti. Comme le Territoire de la Sarre avait été séparé du Reich depuis novembre 1918, la législation de la période républicaine ne s'y était pas appliquée tandis qu'une législation particulière était venue se superposer à l'héritage de la Prusse et du Kaiserreich.

Dieter Muskalla se livre à une intéressante analyse de droit public dans laquelle il montre comment la mise au pas (*Gleichschaltung*) et la re-germanisation de la Sarre vont de pair. Elles sont réalisées par des fonctionnaires et des militants nazis venus pour la plupart du Palatinat dans le sillage de Josef Bürckel. Celui-ci prend soin d'éviter une «colonisation» trop affirmée par des éléments extérieurs et limite l'épuration des fonctionnaires dont la plus grande partie est restée en place (un seul *Landrat* est déplacé, celui de Sarrelouis). On remarque des épurations en 1937 dans les mines, l'administration et les entreprises municipales de Sarrebruck, les tramways de Neunkirchen, la *Reichbahn*, en 1938, on observe des licenciements «d'éléments indésirables» dans les entreprises avec dans leur prolongement, des arrestations et des déportations. Un chapitre spécial est consacrée à la «mise au pas» de la presse et de la radio et à la propagande. L'un des rêves de Bürckel est d'unir les fonctions de *Landrat* à celles de *Kreisleiter* du NSDAP ; plusieurs *Kreisleiter* du parti sont nommés maires (Fritz Schwitzgebel *Kreisleiter* et *Oberbürgermeister* de Sarrebruck) mais la confusion entre les deux fonctions qui est interdite par Hess, ne se maintient que dans les petites localités (maires, *Ortsleiter*). Les conflits entre l'administration et le parti qui découlent de l'imprécision de la délimitation de leurs compétences respectives, sont compliqués par le maintien du siège du Gau du parti à Neustadt alors que l'administration du *Reichskommissar* est installée à Sarrebruck. Bürckel qui conserve jusqu'en 1944 la confiance d'Hitler réussit à accroître son autorité au point de se tailler en Sarre un fief à sa mesure. Dieter Muskalla le qualifie de «potentat» et de «satrape» ; ce satrape entretient de bonnes relations avec l'appareil répressif, notamment avec Dunc Kern, le chef de la Gestapo ; il maintient des particularités dans l'administration du pays et des communes ; c'est pourquoi dans le cadre de l'état-national-socialiste, la Sarre reste sur certains points seulement, à part. Peut-on parler de «Sonderweg» ? Ce serait aller bien loin ! A ce titre Bürckel s'est taillé une réputation de «spécialiste» de l'intégration de nouveaux territoires au Reich. C'est ce spécialiste qu'Hitler envoie en 1938 en mission à Vienne où le suivent plusieurs de ses collaborateurs.

Le travail de Dieter Muskalla se déploie de façon analytique par secteurs ; il contient un chapitre très intéressant et fouillé sur le NSDAP, son organisation, son recrutement et tous les groupes et associations nazies (p. 337-411). On trouve également des informations utiles sur les étapes de la remilitarisation de l'espace sarrois : retour de la Wehrmacht à Sarrebruck (7 mars 1935), à Sarrelouis (6 octobre 1936), construction de casernes à Merzig occupées en 1939, développement rapide de l'industrie d'armement, construction de la ligne Siegfried etc. Toute cette militarisation, dont personne ne peut douter qu'elle conduira tôt ou tard à une confrontation avec la France, est largement

approuvée par la masse des habitants dont la sensibilité nationale reste très vive.

Dans le personnel du NSDAP Bürckel pourrait être classé « à gauche » car il professe des idées anticapitalistes et socialistes diffuses qui entraînent des difficultés avec les industriels, « capitalistes et ennemis des travailleurs ». Ce discours se double d'une méfiance à l'égard de l'industriel Hermann Röchling qui avait joué aussi un rôle dans la « libération de la Sarre » et dont il est jaloux. Dans ce contexte les associations et les groupements patronaux doivent aussi s'adapter. Les conséquences économiques du retour de la Sarre dans l'espace douanier allemand sont examinées: il faut chercher de nouveaux marchés dans le Reich pour le charbon, les chaussures, les productions des verreries et usines céramiques. Comme on ne peut éviter une hausse de prix des denrées alimentaires, le retour à la mère-patrie se traduit plus par une dégradation de la condition sociale qu'une amélioration de la condition des travailleurs. Néanmoins une diminution sensible du chômage se fait sentir au cours de l'année 1935 ; puis le réarmement favorise le retour au plein emploi. On trouve aussi un chapitre très complet sur la politique scolaire et religieuse. A cet égard, il faudrait examiner dans quelle mesure le « modèle sarrois » a pu être introduit en Lorraine à partir de 1940.

L'essentiel des développements est comme il est naturel, consacré à la Sarre ; on trouve des analyses variées sur la politique de Bürckel et sa relative marge d'autonomie, sur ses fonctions de *Reichsstatthalter* du Gau Westmark ; on trouve aussi des notices personnelles sur les nazis, les syndicalistes, les hauts-fonctionnaires qui ont servi les nazis comme le *Regierungspräsident* Karl Barth- un administrateur expérimenté -qui a eu la Lorraine dans ses attributions. Le système mis en place en Sarre a été étendu à partir de juillet 1940 à la Lorraine incorporée au Gau Westmark. Un assez long paragraphe examine comment Bürckel a exercé ses fonctions de chef de l'administration civile en Lorraine (p. 324-335) et sur la manière dont ont été articulés les services extérieurs détachés (*Aussendienststellen*) de Metz. En Lorraine Bürckel est l'exécutant de l'objectif assigné par Hitler : « faire de la Lorraine aussi rapidement que possible une province allemande ». Pour accélérer cette incorporation (*Eindeutschtum*) sont opérées à l'automne 1940 plusieurs vagues d'expulsions de Lorrains francophones jugés inassimilables au peuple allemand. Cette opération est préparée et réalisée sous les ordres du général SS Anton Dunckern.

Dieter Muskalla a écrit un ouvrage solide grâce auquel on voit comment s'opère la nazification dans un territoire-frontière qui avait été détaché du Reich allemand. La construction un peu analytique offre des avantages mais aussi des inconvénients. Par exemple le dernier chapitre consacré à « la mise au pas de la presse et de la radio » comporte des retours sur les années 1933-1935 dont la matière aurait pu être mieux utilisée dans une construction plus élaborée. Malgré cette remarque critique ce livre servira de références et apportera des informations à tous ceux qui veulent savoir la façon dont le régime national-socialiste s'est installé en Sarre puis l'a administrée. Il permettra aux historiens lorrains de s'appuyer sur des bases sûres et de faire des comparaisons. (François Roth)